

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 623

29 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment les articles 3, 4, 5, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 1er août 1988, 6 et 7;

Vu l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 15 mai 1986, 23 octobre 1986 et 1er août 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 6 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les conséquences, sur le statut des apprentis, de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et la nécessité d'apporter sans délai les modifications nécessaires à la législation relative à l'apprentissage dans les Classes moyennes;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 octobre 1990,

Arrête :

Article 1er. L'article 8 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. La durée du contrat d'apprentissage doit être égale à la durée de la formation prévue pour la profession qui en fait l'objet. La réduction ou la prolongation de la durée de la formation doit se faire sur proposition de l'Institut et du secrétaire d'apprentissage.

Lorsqu'il y a rupture du contrat, la durée du contrat ultérieur doit être égale à la durée de la formation restant à acquérir. »

Art. 2. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 17. § 1er. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat d'apprentissage prend fin :

1. par expiration du terme; celui-ci est fixé au 31 juillet de l'année de fin de formation, sauf dans le cas de contrats de durée réduite dont le terme doit être postposé afin de respecter la durée de formation minimale d'un an;

2. par la volonté exprimée par l'une ou l'autre des parties, au cours de la période d'essai, moyennant remise, par écrit, d'un préavis d'une semaine;

3. lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 18 et 19;

4. lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive, sauf en cas d'appel sous les armes;

5. par le décès de l'une des parties;

6. par la force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat.

§ 2. Lorsqu'il y a rupture du contrat, les parties doivent en informer sans délai le secrétaire d'apprentissage. »

Art. 3. Dans l'article 22 du même arrêté, le 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Lorsqu'il s'est avéré que l'apprenti ne possède pas les capacités nécessaires pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation, plus particulièrement à l'occasion des évaluations en cours d'apprentissage. »

Art. 4. Dans l'article 23 du même arrêté, l'alinéa 2 est modifié comme suit :

« Sauf lorsque la proposition de retrait émane de la commission de tutelle prévue à l'article 26 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 septembre 1987 relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base, le secrétaire d'apprentissage doit inviter les parties contractantes à faire connaître par écrit leurs observations éventuelles; le cas échéant, il les convoque pour les entendre et rédige un rapport qu'il transmet à l'Institut.

Art. 5. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Articles 26. Les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 20, 23, 24, alinéa 2 et 25 sont applicables à l'engagement d'apprentissage contrôlé ».

Art. 6. Un article 26bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 26bis. La durée de l'engagement d'apprentissage contrôlé doit être égale à la durée de la formation prévue pour la profession qui en fait l'objet. Toutefois, le terme de l'engagement d'apprentissage contrôlé ne peut être ultérieur à la date à laquelle l'apprenti atteint l'âge de la majorité.

Lorsque l'engagement d'apprentissage contrôlé est rompu, ou arrive à son terme parce que l'apprenti atteint l'âge de la majorité, la durée du contrat d'apprentissage ultérieur doit être égale à la durée de la formation restant à acquérir. »

Art. 7. L'article 28 du même arrêté est complété par un 11, rédigé comme suit :

« 11. Dans le cas où l'engagement d'apprentissage contrôlé prend fin parce que l'apprenti atteint l'âge de la majorité, de conclure avec l'apprenti, si celui-ci le souhaite, un contrat d'apprentissage dans la même profession, d'une durée égale à la durée de la formation restant à acquérir. »



## Annexe II

Article 27 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes

## ENGAGEMENT TYPE

Communauté française de Belgique contrat n° .....  
 Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes A.S.B.L.  
 Service régional de .....

Engagement d'apprentissage contrôlé dans la formation permanente des Classes moyennes  
 établi avec ....., secrétaire d'apprentissage agréé.

## Article 1er :

Le chef d'entreprise :  
 Nom, prénom ....., né à ..... le .....  
 Adresse : .....  
 Lieu de formation : .....  
 Père, mère, tuteur de : .....

## L'apprenti :

Nom, prénom ....., né à ..... le .....  
 Adresse : .....  
 Nationalité : .....  
 s'engage envers le secrétaire d'apprentissage à former l'apprenti du ..... au .....  
 dans la profession de ....., conformément au programme ci-annexé.

Art. 2. La formation comporte une période d'essai de trois mois.

Art. 3. La formation pratique est assurée par -- le chef d'entreprise -- par .....  
 né le ....., désigné en qualité de moniteur.

Art. 4. Les parties déclarent avoir pris connaissance des dispositions générales relatives à l'engagement d'apprentissage contrôlé et acceptent de s'y soumettre.

Art. 5. Autres clauses.

Fait à ..... en 5 exemplaires, le .....  
 Le chef d'entreprise ..... Le secrétaire d'apprentissage

L'apprenti

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978.

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,  
 du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN FORMING

N. 91 — 623

**29 OKTOBER 1990.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de Middenstand

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1978 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 1 augustus 1988, 6 en 7;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de Middenstand;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 6 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar, op het statuut van de leerlingen gevolgen heeft, en overwegende dat het noodzakelijk is de wetgeving betreffende het leerproces in de Middenstand zonder verwijl te wijzigen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 15 oktober 1990 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 8 van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de Middenstand, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De duur van de leerovereenkomst moet gelijk zijn aan de duur van de opleiding bepaald voor het beroep waarop de overeenkomst betrekking heeft. De vermindering of de verlenging van de opleidingsduur moet op voordracht van het Instituut en van de leersecretaris geschieden.

In geval van verbreking van een overeenkomst moet de duur van de volgende overeenkomst gelijk zijn aan de duur van de opleiding die nog te verwerven is. »

**Art. 2.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 17. § 1. Onverminderd de wijzen waarop de verbintenissen in het algemeen teniet gaan, komt aan de leerovereenkomst een einde :

1. door het verstrijken van de termijn; deze wordt vastgesteld op 31 juli van het jaar van het einde van de opleiding behalve voor overeenkomsten met verminderde duur waarvan de termijn uitgesteld moet worden om de minimumduur van één jaar in acht te nemen;

2. door wilsuiting van de ene of de andere partij gedurende de proeftijd, mits schriftelijke mededeling van een opzegging van één week;

3. wanneer een ernstige reden van verbreking bestaat, zoals bepaald in de artikelen 18 en 19;

4. wanneer een schorsing van uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maand aanhoudt en één van de partijen de wens uitdrukt de overeenkomst niet voort te zetten, behalve bij oproeping onder de wapens;

5. door her overlijden van één der partijen;

6. door overmacht wanneer die tot gevolg heeft de uitvoering van de overeenkomst voorgoed onmogelijk te maken.

§ 2. In geval van verbreking van een overeenkomst moeten de partijen de leersecretaris onverwijld kennis geven. »

**Art. 3.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt punt 4 vervangen door de volgende bepaling :

« 4. wanneer blijkt dat de leerling niet de nodige bekwaamheid heeft om de kennis bepaald bij het opleidingsprogramma te verwerven, inzonderheid ter gelegenheid van de evaluaties gedurende de leertijd. »

**Art. 4.** In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt lid 2 gewijzigd zoals volgt :

« Behalve wanneer de intrekkingsoverdracht uitgaat van de commissie van toezicht bepaald in artikel 26 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding dient de leersecretaris de contracterende partijen erom te verzoeken hun eventuele opmerkingen schriftelijk mede te delen; desgevallend roept hij ze op om ze te horen en stelt een verslag op dat hij doorgeeft aan het Instituut.

**Art. 5.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikelen 26. De bepalingen van de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 9, 110, 20, 23, 24, lid 2 en 25 zijn toepasselijk op de gecontroleerde leerverbintenis. »

**Art. 6.** Er wordt een artikel 26bis ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Artikel 26bis. De duur van de gecontroleerde leerverbintenis moet gelijk zijn aan de duur van de opleiding bepaald voor het beroep waarop de verbintenis betrekking heeft.

De termijn van de gecontroleerde leerverbintenis mag echter niet verstrijken na de datum waarop de leerling de leeftijd van meerderjarigheid bereikt.

In geval van verbreking van de gecontroleerde leerverbintenis of op diens einde omdat de leerling meerderjarig wordt, moet de duur van de volgende leerovereenkomst gelijk zijn aan de duur van de opleiding die nog te verwerven is. »

**Art. 7.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 11, luidend als volgt :

« 11. Ingeval de gecontroleerde leerverbintenis een einde neemt omdat de leerling meerderjarig wordt, met de leerling, als hij het wenst, een leerovereenkomst sluiten in hetzelfde beroep en waarvan de duur gelijk is aan de duur van de opleiding die nog te verwerven is. »



## Bijlage II

Artikel 27 van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen in de voortdurende vorming van de middenstand

## MODELVERBINTENIS

Frans Gemeenschap van België ..... Verbintenis nr. ....

Franstalig Instituut voor permanente vorming van de Middenstand V.Z.W.  
Gewestelijke Dienst van .....  
Gecontroleerde leerverbintenis in de permanente vorming van de Middenstand  
Gesteld met ..... erkende leersecretaris.

Artikel 1 :  
Het ondernemingshoofd :  
Naam, voornaam ..... , geboren te ..... op .....  
Adres : .....  
Opleidingsplaats : .....  
Vader, moeder, voogd van .....  
De leerling :  
Naam, voornaam ..... , geboren te ..... op .....  
Adres : .....  
Nationaliteit : ..... Geslacht : .....  
verbindt er zich toe, tegenover de leersecretaris, de leerling op te leiden van .....  
tot ..... in het beroep van .....  
overeenkomstig het hierbijgevoegde programma.

Art. 2. De opleiding omvat een proeftijd van drie maanden.

Art. 3. De praktijkopleiding wordt gegeven door — het ondernemingshoofd — door .....  
geboren op ..... aangewezen als monitor.

Art. 4. De partijen verklaren kennis te hebben genomen van de algemene bepalingen met betrekking tot de  
gecontroleerde leerverbintenis en aanvaarden zich naar deze te schikken.

Art. 5. Andere bepalingen.

Opgesteld te ..... in 5 exemplaren, op .....  
Het ondernemingshoofd ..... De leerling .....  
De leersecretaris

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 oktober 1978.

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE